

COMITÉ ÉLECTORAL DES POLONAIS NATURALISÉS

20, rue Legendre - 75017 Paris

Le Comité Electoral des Polonais-Naturalisés a envoyé aux Secrétaires Généraux des partis nationaux la lettre suivante :

Paris, le 3 février 1973

Monsieur le Secrétaire Général,

Comme les années précédentes, le Comité Electoral des Polonais Naturalisés s'adresse aux dirigeants des partis politiques pour leur exposer les problèmes des électeurs de langue polonaise.

Depuis sa création, en 1953 notre Comité coopère avec un large éventail de partis et groupements politiques nationaux.

En effet, le groupe d'électeurs de langue polonaise compte actuellement environ 450.000 votants, hormis ceux — difficiles à chiffrer — qui bénéficient de la récente loi du 9 janvier 1973 sur le vote des nouveaux naturalisés (art. 30).

Si cette catégorie d'électeurs a, en commun avec tous les autres concitoyens, des problèmes d'ordre général et de vie quotidienne, tels les impôts, les hôpitaux, les routes, la pollution, etc., etc., il n'en reste pas moins qu'il existe certaines questions qui leur sont particulières et que personne en dehors d'eux-mêmes ne présentera aux candidats aux prochaines élections législatives.

Ces problèmes touchent sur le plan interne à la culture dans sa plus large acception et sur le plan externe au sort de leur patrie d'origine — la Pologne.

En ce qui concerne la première catégorie des problèmes énumérés, les transformations de la société survenues après la dernière guerre et la création de la Communauté Européenne avec son droit d'établissement des citoyens des pays-membres font accepter le pluralisme culturel de la même manière que fut accepté le pluralisme des partis politiques ou des formations syndicales.

Depuis deux siècles la plupart des Etats de l'Europe Centrale et Orientale changent souvent de frontières et ont parfois une existence éphémère. A la suite des accords de Yalta les Etats sont devenus — dans cette partie de l'Europe — hostiles à leurs propres citoyens. Il ne faut pas s'étonner qu'un originaire de l'Europe Centrale ou Orientale et tout particulièrement un Polonais se sente plus lié à sa nation qu'à son Etat. Un tiers de la nation polonaise vit de façon permanente, et depuis plus d'un siècle, hors des frontières de son pays. Avec le temps, ces communautés polonaises dispersées dans le monde entier se sont forgées une vie propre basée sur la langue et la culture polonaise. Il en va de même en France. Les Polonais de France ne forment pas une minorité territoriale. Bien que concentrés massivement dans certains départements (Pas-de-Calais, Nord, Moselle, Meurthe-et-Moselle, région parisienne, etc.), ils sont liés entre eux par des liens de solidarité culturelle.

C'est pourquoi, les électeurs de langue polonaise revendiquent en premier lieu l'aide de la République dans l'organisation de l'enseignement de la langue polonaise dans le primaire et le secondaire et une aide aux associations qui veillent sur le maintien de la culture polonaise.

Des grands pays de la Communauté Européenne la France semble être la plus pauvre en citoyens parlant les langues étrangères et notamment celles de l'Europe de l'Est. Les revendications des électeurs de langue polonaise vont donc dans le sens des intérêts bien compris de la France qui proclame souvent sa volonté de reconquérir en Europe de l'Est la place qui lui revenait avant la dernière guerre mondiale.

Dans ce contexte, la revendication consistant à faire admettre la langue polonaise comme première ou seconde langue vivante au baccalauréat français, sans condition de citoyenneté et de stage, semble être le strict minimum dans ce domaine.

Plusieurs problèmes sociaux, spécifiques et touchant pour la plupart la vieille génération se présentent dans certaines régions. Etant particuliers aux

Polonais de France (comme l'affaire des « 15 % » en Alsace et dans la Moselle), ils requièrent l'aide des élus.

Dans le domaine externe, l'approche de la conférence de Helsinki fait naître des inquiétudes parmi les Polonais de France qui craignent la répétition des accords de Yalta de triste mémoire, dont la nation polonaise supporte les conséquences jusqu'à présent.

Cependant, la politique d'ouverture à l'Est pratiquée par le gouvernement de la République accorde un « tarif réduit » à tout ce qui se passe en Pologne. Deux jours après le retour de M. Gierek de son voyage triomphal en France, le Tribunal d'Opole a condamné les frères Kowalczyk, respectivement à la peine capitale et à vingt-cinq ans de prison, au cours d'un procès politique. La presse française a consacré quelques lignes à peine à cet événement, alors que les procès en Tchécoslovaquie — avec des condamnations bien plus légères — ont eu droit à des pages entières. Certains partis politiques prétendent être intervenus auprès de l'Ambassade de la République Populaire, mais ces interventions ont été tellement discrètes que les électeurs de langue polonaise n'en eurent pas connaissance.

Par contre, les Polonais de France sont bien informés des conclusions de ce député français qui — rapporteur devant l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale — a préconisé que l'on brade une fois pour toutes les pays de l'Est à l'Union Soviétique étant donné qu'on l'avait déjà fait en 1945 et qu'on n'allait pas recommencer une guerre pour leur rendre la liberté ! Ils ont appris en même temps de la même source que l'attitude de la Pologne pendant la guerre a été suspecte parce qu'elle avait deux gouvernements, l'un à Londres et l'autre à Moscou.

Pour ces raisons les candidats feraient bien de préciser devant les auditoires polonais leur attitude envers la conférence de Helsinki et ses conséquences prévisibles.

Ayant parlé des problèmes spécifiques qui touchent les électeurs de langue polonaise, il faut consacrer quelques lignes aux méthodes de travail de notre Comité.

Le Comité ne constitue pas une filiale d'un quelconque parti de la majorité ou de l'opposition. Il a son existence propre et ses propres règles de conduite. C'est ainsi qu'il invite tous les ayant droits à participer activement à la campagne électorale et à voter ; il les informe utilement dans cette matière. — Le Comité dit clairement son hostilité au Parti Communiste et aux formations communistes de toute espèce : l'expérience de la Pologne, pays d'origine des électeurs de langue polonaise est en elle-même un avertissement à ceux qui sont encore libres. — Formé par des hommes issus de la Résistance Polonaise en France — le Comité s'oppose bien entendu aux formations fascistes et fascistes. C'est là la teneur des tracts, signés par le Comité lui-même.

Le Comité conseille aux Polonais de France de voter de préférence pour celui des candidats qui comprend leurs problèmes et qui les a aidés dans le passé à quelque titre que ce fût. Et là se termine son rôle ! Ensuite, le Comité se transforme en centre d'informations et en bureau technique à la disposition de tous les partis nationaux intéressés par l'électorat polonais. Il est disposé à les informer, à assurer les liaisons nécessaires, à faire des traductions au cas où tel ou tel parti ou candidat désirerait s'adresser directement à ses électeurs de langue polonaise, etc., etc. Bien entendu, dans ces cas-là les partis et les candidats agiraient en leur propre nom.

Nous vous avons adressé en temps utile le dossier polonais, comprenant toutes les circonscriptions possédant des groupements d'électeurs de langue polonaise de quelque importance. Nous sommes prêts à vous donner des renseignements complémentaires.

Espérant être bien compris de vous et pouvoir vous aider dans la prochaine campagne électorale, nous vous prions, Monsieur le Secrétaire Général, de croire à nos sentiments les plus distingués.

KOMITET WYBORCZY POLAKÓW-NATURALIZOWANYCH

20, rue Legendre - 75017 Paris

Od lat 20 Komitet Wyborczy Polaków-Naturalizowanych zwraca się do Was przed każdymi wyborami. Wtedy bowiem mamy najwięcej okazji bronić naszych interesów, bo wtedy mamy w ręku broń — kartkę wyborczą! Dookoła nas bronią swoich szczególnych interesów i rolnicy, i bretończycy, i kupcy, a nawet zwolennicy przerywania ciąży i przyjaciele zwierząt!

Tak samo jak społeczność polska we Francji, mają oni 90% interesów wspólnych z resztą obywateli. To też nie oni mówią o drogach, szpitalach, podatkach czy szkołach, ale o cenie mleka, o nauczaniu bretońskiego, o T.V.A., o „wolności kobiety” i o zakazie złego traktowania psów czy kotów.

Zarówno Francja, jak i cała zachodnia Europa przeszła w ostatnich latach przemiany, które dawniej wymagałyby całych pokoleń. W ciągu 10 lat (1960-69) około 30 milionów Europejczyków opuściło swój kraj, osiedliło się w innym, ale ... nie zrezygnowało ze swego języka i swej kultury! W Polskiej Republice Ludowej, chociaż rząd komunistyczny podpisał Kartę Narodów Zjednoczonych, prawo do emigracji nie istnieje: z Polski trzeba uciec albo ... być wysłanym!

To też nasza społeczność we Francji nie zwiększa się przez napływ ludzi z Polski, ale przez nowe pokolenie urodzone na ziemi francuskiej. Jest nas — Polaków-obywateli francuskich — coraz więcej. Z każdymi wyborami więcej nas głosuje i coraz większe mamy poczucie naszego znaczenia pośród 30 milionów wyborców francuskich. — Nasi francuscy współobywatele, wiedząc że naszych praw kulturalnych nikt poza Polakami bronić nie będzie — uznają nasz wysiłek, zmierzający do uzyskania zadośćuczynienia naszym potrzebom kulturalnym (nauczanie, akcja kulturalna). Wykazują oni zrozumienie nie tylko dla naszych potrzeb, ale i dla metody jaką stosujemy: bezpośrednie stawianie naszych problemów władzom państwowym i kandydatom przy wyborach, a nie szukanie pośredników w placówkach P.R.L. Jesteśmy pełnoprawnymi obywatelami tego kraju, chociaż nie zapominamy o naszej odrębności kulturalnej. — Manifestacje, organizowane na jesieni 1972 r. przez Partię Komunistyczną i podległe jej organizacje były dowodem, że zainteresowali się nami komuniści francuscy. Wydanie „polskiego” znaczka pocztowego było gestem ze strony rządu, który uważał za pozytywne uczcić 50-tą rocznicę masowego przybycia Polaków do Francji.

Czekamy na uregulowanie przez Ministra Oświaty sprawy nauczania polskiego we Francji, i to nie przez umowy z rządem P.R.L., ale w ramach zaspokojenia potrzeb kulturalnych 800.000 Polaków, dziś w 90% obywateli francuskich, nie potrzebujących żadnych pośredników w załatwianiu spraw między nimi a rządem francuskim.

Mamy nadzieję, że załatwionych zostanie szereg z dawnych problemów społecznych, dotyczących starszego pokolenia Polaków we Francji, jak pewne renty, osławione 15% w Alzacji i Mozeli itd., itd.

Jeżeli chodzi o losy naszego kraju rodzinnego czy — dla urodzonych tutaj — kraju pochodzenia, to znaczy Polski, przygotowująca się Konferencja w Sprawie Bezpieczeństwa i Współpracy Europejskiej budzi w nas niepokój. Nie trzeba przypominać, że wynikiem tej konferencji może być przypiętowanie włączenia Polski do Imperium Sowieckiego, dziś jako satelitę, jutro — jako nowej republiki sowieckiej. Nie możemy zapominać, że Polacy w Kraju, a zwłaszcza świat robotnicy (jak na Wybrzeżu — Gdańsk, Gdynia, Szczecin itd. — w grudniu 1970 r.) walczy o „trochę więcej chleba i trochę więcej wolności”. Sowiecki ambasador wtrąca się dziś bezpośrednio do najdrobniejszych spraw Kraju, cenzuruje prasę i wydawnictwa, wydaje polecenia za plecami Gierka. Tego nie było za Gomułki, ani nawet za Bieruta! Wolność Polski, jako państwa zmniejsza się, a nie zwiększa i nic nie pozwala sądzić, że się to zmieni! — Dlatego też powinniśmy stawiać pytanie tym wszystkim, którzy do nas przemawiają w ramach akcji wyborczej: „Jakie będzie stanowisko Francji w sprawie wolności krajów oddanych Sowietom w Jałcie (i przedtym!) na konferencji w Helsinkach?” — Chociaż we konferencji wezmą udział tylko ministrowie spraw zagranicznych i ich eksperci — na stanowisko Francji wpłynąć musi postawa każdej partii politycznej, każdego członka parlamentu. Nie zadowalajcie się więc odpowiedzią: mnie tam nie będzie!

Jak widać z tego przeglądu, mamy — w skali całej Francji — trzy rodzaje spraw, których nikt poza nami bronić nie będzie. 1. zagadnienia naszej kultury, a więc i środków na zaspokojenie naszych potrzeb w tej dziedzinie; 2. niektóre problemy społeczne, dotyczące zazwyczaj pierwszego pokolenia, przybyłego z Polski czy z Niemiec; 3. losy naszego kraju pochodzenia, na które Francja może mieć wpływ, o ile będziemy się tego głośno i systematycznie domagać.

Oczywiście, w każdym okręgu wyborczym polscy wyborcy mają swoje sprawy lokalne: w jednym brak pomieszczeń dla organizacji polskich, w drugim niema nauczyciela języka polskiego, w trzecim starzy ludzie mają trudności z realizacją ich praw do wszelkiego rodzaju zabezpieczenia itd., itd. Sprawy te powinni polscy działacze przedstawić kandydatom, którzy zwracają się do naszej społeczności o głosy.

A więc, w obecnej kampanii wyborczej nie tylko wybieramy między kandydatami, ale i walczymy o drogie nam sprawy, świadomi, że nikt tego za nas nie zrobi. Mamy więc nie tylko głosy do oddania, ale katalog naszych spraw, których — właśnie przy pomocy kartek wyborczych — chcemy bronić.

Jeżeli chodzi o wybór między kandydatami stającymi do wyborów w każdym z 487 okręgów wyborczych, to zastosujemy stare zasady, jakimi Komitet Wyborczy Polaków Naturalizowanych rządzi się od 1953 r.:

1. — Nie oddajemy naszych głosów komunistom wszelkiej maści, bo poza P.C.F. są także różne partie, grupy i grupki, których katechizmem jest marksizm i leninizm; pamiętajmy, że komuniści rządzą w obecnej Polsce, a inni komuniści rządzą z Moskwy ich pełnomocnikami w Warszawie;

2. — Nie głosujemy także na ugrupowania faszystujące skrajnej prawicy, których w tych wyborach będzie sporo; to nie faszyci i ich uczniowie uszanują odrębność kulturalną we Francji;

3. — Z szerokiego wachlarza partii, od lewicy poprzez centrum aż do liberalnej prawicy — wybieramy tych kandydatów, którzy się naszą społecznością interesowali przed wyborami, którzy starali się nam pomóc w załatwieniu naszych praw, którzy nasze problemy rozumieją. Któż może do nas mieć pretensję, że tak właśnie rozumiemy?

Ale po to, żeby robić wybór trzeba najpierw wziąć udział w kampanii wyborczej, stawiać kandydatom pytania, wysłuchać ich odpowiedzi, a potem głosować. Wszelkie nasze argumenty upadną jeśli nie potwierdzimy ich oddaniem głosu! A o ile tajemnicą jest na kogo ktoś głosował, nie jest sekretem kto oddał głos, bo przy jego nazwisku jest znak na liście wyborców. Na nic się więc nie zda gadanie przed wyborami, jeżeli w dzień wyborów zabraknie ochoty do wyrzucenia kartki wyborczej do urny!

450.000 kartek wyborczych, nie licząc niedawno naturalizowanych, którzy zażądali wpisania ich na listy wyborcze — to nie tylko miara naszych wpływów, ale także naszej odpowiedzialności.

W wielu wypadkach wybory wygrywane — lub przegrywane — są zaledwie kilkoma dziesiątkami głosów. Jesteśmy reprezentowani w 172 okręgach wyborczych, w kilkudziesięciu z nich stanowimy spory procent wyborców. Niech więc nas nie zabraknie w dniach wyborów! A wybory, to nie tylko 4 MARCA: to także 11 MARCA!

Niech kandydat nie-komunistyczny nie zostanie pobity z naszej winy! Dotyczy to zwłaszcza II-ej tury, 11 marca br.

Wybory do Zgromadzenia Narodowego (Assemblée Nationale), to nie tylko okazja do wykazania naszej dojrzałości politycznej obywateli. To także sposobność do wywalczenia dla społeczności polskiej jej właściwego miejsca w społeczeństwie francuskim. Nie trzeba zapominać, że o wszystko trzeba walczyć: niczego nie dostaje się zadarmo, nawet... od przyjaciół!

PARTIA KOMUNISTYCZNA OD 56 LAT W ŻĄDNYM PUNKCIE GŁOBU ZIEMSKIMU NIGDY NIE DOTRZYMAŁA SŁOWA. ZAWSZE, OD 1917 R., WALCZYŁA NAJPIERW ZE SWOIMI WROGAMI, A POTEM ZJADAŁA SOJUSZNIKÓW! DLACZEGO DZIŚ MA BYĆ INACZEJ?

USMIECHY KOMUNISTÓW ZNAMY: TO USMIECHY LENINOWSKIEGO „N.E.P.u”; TO USMIECHY „POLSKIEGO PAŹDZIERNIKA” W 1956 R. DLACZEGO MAMY SIĘ JESZCZE RAZ WZIĄĆ NA LEP PO TYLU DOŚWIADCZENIACH WŁASNYCH I CUDZYCH?

W TEJ ROZGRYWCE NIE ZAWIERAMY PAKTU Z KAPITALIZMEM, ALE PAKT Z WOLNOŚCIĄ!

A WIĘC 4 I 11 MARCA 1973 R. WSZYSCY POLACY- OBYWATELE FRANCUSCY DO URN! ANI JEDNEGO POLSKIEGO GŁOSU NA KANDYDATÓW KOMUNISTYCZNYCH I KOMUNIZUJĄCYCH! GŁOSUJCIE NA WYPROBOWANYCH PRZYJACIÓŁ, KTORYCH MAMY WE WSZYSTKICH NIE-KOMUNISTYCZNYCH PARTIACH FRANCUSKICH! TAM GDZIE ICH WYSTAWIONO — ODDAJCIE GŁOSY NA POLSKICH KANDYDATÓW NIE-KOMUNISTYCZNYCH!

KOMITET WYBORCZY

POLAKÓW-NATURALIZOWANYCH.

Z NAMI CZY BEZ NAS ?

POLACY-OBYWATELE FRANCUSCY

wobec wyborów kantonalnych 23 i 30 września 1973 r.

KOMITET WYBORCZY POLAKÓW-NATURALIZOWANYCH

20, rue Legendre, 75017 PARIS

JEŻELI BROSZURA TA TRAFI DO RĄK POLAKA,
KTÓRY NIE JEST OBYWATELEM FRANCUSKIM
— PROSIMY PRZEKAZAC JĄ JEDNEMU Z
RODAKÓW, KTÓRY JEST WYBORCĄ.

COMITE ELECTORAL DES POLONAIIS-NATURALISES

20, rue Legendre, 75017 PARIS

(Brochure d'information sur les élections cantonales, destinée aux électeurs de langue polonaise)

SI, MALGRE LA CONSONANCE DE VOTRE NOM,
VOUS N'ETES PAS D'ORIGINE POLONAISE, NOUS
VOUS DEMANDONS DE BIEN VOULOIR REMET-
TRE CETTE BROCHURE A UN ELECTEUR DE
LANGUE POLONAISE.

4

Napisał J. J.
Wydanie II-gie, poprawione i uzupełnione.
(I-e wydanie w 1967 r.)

OD PRZELEWU KRWI DO... ZNIECIERPLIWIEŃ

Znowu wybory? Przecież głosowaliśmy już w marcu! Jakże często można usłyszeć głosy zniecierpliwienia obywateli, których się znowu odrywa od spokojnych wakacji, od codziennych zajęć lub po prostu od rozrywek, słowem — którym zakłóca się spokój, usiłując wzbudzić ich zainteresowanie sprawą publiczną.

A pomyśleć tylko, że jeszcze tak niedawno tłumy ludzi wychodziły na ulice miast, stawiały barykady i chwyciły za broń, aby **zdobyć** właśnie to **prawo do głosowania**. Dzisiaj jeszcze wielu krajach Europy — nie mówiąc już o innych kontynentach — wolno głosować tylko na jedną listę i na jednego kandydata, którzy zostaliby wybrani nawet gdyby wyborcy nie ruszyli się ze swoich domów!

Nie znaczy to wcale, że ci sami ludzie, którzy są zniecierpliwieni, że ich się zaprasza do głosowania, a nawet ci, którzy z dumą głoszą, że „polityki nie robią” — nie będą żądali demokracji. Nie wiedząc oczywiście co to słowo (greckie) znaczy! Demokracja, to są „rządy ludu”. A jak ma lud rządzić w naszej epoce, w której nawet średniej wielkości państwa, jak np. Francja liczą swoją ludność na dziesiątki milionów? Jak i kiedy ma lud objawić swoją wolę, to znaczy powiedzieć co mu się podoba, a co nie, wyrazić swoje żądania w tej czy innej dziedzinie?

Robi to właśnie, w krajach demokratycznych, w formie głosowania. Czasem głosuje się „za” lub „przeciw” jakiejś propozycji w formie referendum, których mieliśmy kilka we Francji, za IV-ej i V-ej Republiki. Najczęściej jednak okazją do głosowania są wybory do różnego typu organów państwowych, samorządowych, zawodowych, syndykalnych itp.

Każde głosowanie poprzedza **kampania wyborcza**, w czasie której następuje spotkanie wyborcy z kandydatem. Kandydat (a najczęściej kilku kandydatów) przedstawia swój program, a więc „obiecuje”, a wyborcy — a przynajmniej ci, którzy posiadają, choć odrobinę wyrobienia politycznego — wyrażają swoje opinie i zgłaszają swoje dezycydujące czyli — innymi słowy — „żądadają”. Im demokracja jest dalej posunięta, tym więcej obywateli bierze udział w dyskusji z kandydatami, a więc w kampanii wyborczej i tym bardziej jasne są ich opinie i bardziej dokładne przedstawienie potrzeb. Wyborca, który mówi kandydatowi, że chciałby „żeby było lepiej” jest politycznym „pierwotniakiem”, opóźnionym conajmniej o dwa pokolenia.

Ci, którzy narzekają, że „wybieramy, wybieramy, a nic się nie zmienia”, to są najczęściej ci sami, którzy „nie robią polityki” i na spotkania z kandydatami nie chodzą. Bo „rządy ludu”, to nie tylko wybór pana X zamiast pana Y, ale także **wyбір programu działania** jego samego i jego grupy. A w tym programie mieści się **obrona interesów** tej czy innej grupy obywateli. Nie łądźmy się bowiem: obok interesu ogólnego kraju, departamentu czy gminy są i zawsze będą istnieć interesy tej czy innej kategorii obywateli. Wszyscy np. chcieliby, żeby kraj miał dobre drogi; ale rolnicy woleliby, żeby najpierw zbudowano nowe drogi na wsi, bo ich używają codziennie, a dopiero później autostrady, którymi rzadko jeżdżą; dla mieszkańców miast kolejność jest akurat odwrotna. Oto jeden z tysięcy przykładów rozbieżności interesów. Nie wystarczy powiedzieć „budujcie dobre drogi”, trzeba sprecyzować jakie drogi, w jakiej kolejności i kto ma finansować ich budowę.

Jak widzimy, obywatele którzy naprawdę pilnują swoich interesów nie zaniedbują udziału w kampanii wyborczej. Wiedzą oni, że lepiej od razu wybrać dobrego kandydata niż czekać kilka lat na jego zmianę przy następnych wyborach.

Oczywiście każdy rodzaj wyborów, to inne interesy do obrony, to inny rodzaj żądań, które wyborcy mogą stawiać kandydatom. Nie chodzi tu tylko o to, że mniejsze żądania stawia się kandydatowi do rady gminnej, większe kandydatowi do rady departamentalnej, a największe kandydatowi do parlamentu. **Propozycje wyborców muszą iść w parze z kompetencją organu**, do którego się wybiera. Kandydat do rady gminnej nie będzie mógł się zobowiązać do uruchomienia linii autobusowej prowadzącej do sąsiedniego miasteczka, bo ta sprawa należy do kompetencji Rady Departamentalnej; kandydat do Rady Departamentalnej nie będzie natomiast mógł się zobowiązać do rozszerzenia wolności prasy czy do zmiany polityki zagranicznej, bo sprawy te są w kompetencjach parlamentu. Jeżeli w dziedzinie dróg istnieje tylko **stopniowanie kompetencji** — od ulic w miasteczku do autostrad — to w innych dziedzinach kompetencje poszczególnych organów dotyczą **różnych dziedzin**.

O CO CHODZI W WYBORACH „KANTONALNYCH”?

Spora część obywateli ma bardzo mętne pojęcie co to jest Rada Departamentalna (Conseil Général), której członków (conseillers généraux) wybiera się w wyborach kantonalnych. Po prostu dlatego, że **kanton nie jest okręgiem administracyjnym** jak gmina, która ma swego mera czy departament, który ma swego prefekta. Jeszcze na wsiach ludzie wiedzą na ten temat więcej niż w miastach: w siedzibie kantonu mieści się zazwyczaj sąd pokoju i żandarmeria a także pewne instytucje rolnicze. Poza tym w kantonie normalnie nic się nie dzieje, bo jest on tylko okręgiem politycznym, którego przedstawicielem jest radca departamentalny (conseiller général). O ile w regionach rolniczych kanton obejmuje kilka wsi, to w regionach uprzemysłowionych pokrywa się z granicami miasta, a często nawet stanowi tylko część miasta.

To też, aby zrozumieć znaczenie wyborów kantonalnych trzeba mówić nie o samym kantonie, ale raczej o Radzie Departamentalnej i o jej uprawnieniach.

Musimy więc zacząć od powiedzenia kilku słów o departamencie, bo w jego ramach działa Rada Departamentalna. **Roia departamentu jest podwójna**. Jest to najpierw **jednostka podziału administracyjnego Francji**, w którym przedstawicielem i wykonawcą woli rządu jest Prefekt. Ale **departament to nie tylko administracja, to także samorząd terytorialny**. Znaczy to, że w ramach departamentu rozwija się życie jego mieszkańców, którzy się organizują dla zaspokojenia własnych potrzeb, które mogą się różnić od potrzeb innych departamentów. Wystarczy spojrzeć na mapę, żeby zdać sobie sprawę, że potrzeby mieszkańców górskiego departamentu Hautes-Alpes są różne od otoczonego morzem departamentu Manche; że uprzemysłowiony dep. Moselle ma inne problemy niż rolniczy dep. Aisne itp., itp.

Ponieważ nawet w dawnych czasach trudno było kierować państwem ze stolicy przez zarządzenia — w dziedzinie gospodarczej i socjalnej — jednakowe dla wszystkich, zastosowano dwa sposoby ulepszenia administracji: dekoncentrację i decentralzację.

Dekoncentracja utrzymuje jak najwięcej spraw w ręku rządu centralnego, ale załatwienie pewnej ich części przekazuje na niższy szczebel, którym jest przedstawiciel rządu w departamencie — Prefekt. (Dawniej był nim w prowincji intendent królewski).

Decentralizacja natomiast wyposaża w większe czy mniejsze kompetencje organy wybrane na szczeblu departamentalnym (regionalnym czy prowincjo-

nalnym) i zachowuje w ręku rządu centralnego — lub jego przedstawiciela — tylko kontrolę nad wykonywaniem tych uprawnień.

W ciągu wieków centralizacja i decentralizacja były w różnych okresach kolejną zasadą rządów. Z reguły jednak rządy bardziej demokratyczne stosowały większą decentralizację, rządy „silnej ręki” większą centralizację.

Revolucja francuska, wprowadziła wprawdzie departamenty w roku 1790, i wyposażyła je w daleko idące uprawnienia (decentralizacja), Napoleon zaś zachował departamenty, ale pozbawił je prawie wszystkich samodzielnych funkcji. Tendencja ta była tak silna, mimo poczynionych w XIX-tym wieku kroków naprzód i kroków wstecz, że pewne jej następstwa przetrwały do naszych czasów. Jeszcze po II-iej wojnie światowej, zgodnie z literą prawa, zmiana trasy linii tramwajowej w mieście prowincjonalnym wymagała aktu rządowego, opatrzonego podpisami premiera i czterech ministrów! Czy ktoś jednak może sądzić, że w epoce atomowej rząd 50-ciomilionowej Francji jest w stanie zajmować się sprawą linii tramwajowych, kiedy już ich mało pozostało w miastach tego kraju?

Jasne jest więc dla wszystkich, że nie tylko **dekoncentracja**, ale i daleko posunięta **decentralizacja** jest w tej chwili nie tylko wyrazem dobrej woli rządu centralnego, ale **konicznością** narzuconą przez formy życia państw uprzemysłowionych i nowoczesną technikę rządzenia. Rząd centralny — jeżeli chce po prostu mieć czas i siły na kierowanie istotnymi sprawami państwowymi — musi coraz **mniej administrować krajem ograniczając się do rządzenia**. Zrozumiał to już Napoleon III-ci, mówiąc: „można rządzić z daleka, ale administruje się tylko z bliska.”

Nie będziemy się tutaj zajmować departamentem jako częścią administracji państwowej, bo na ten odcinek Rada Departamentalna niema wcale wpływu lub bardzo niewielki: decyzyja w tej mierze należy do rządu centralnego i do Prefekta, w ramach przyznanych mu na drodze dekoncentracji uprawnień.

Interesuje nas przede wszystkim **departament jako jednostka samorządu terytorialnego**. Departamenty francuskie nie są identyczne ani jeśli chodzi o ich obszar, ani o ich ludność. Jest ich w tej chwili — w metropolii — 95, wliczając w to miasto Paryż, które po reformie z r. 1964 stało się osobnym departamentem. Przeciętnie departament posiada około 35 kantonów i około 400 gmin, miejskich i wiejskich. **(W 1973 r. utworzono 311 nowych kantonów w 72 departamentach).**

Kompetencje Rady Departamentalnej i Prefekta ulegały z biegiem czasu zmianom: raz Prefekt uzyskiwał praktycznie całą władzę, a Rada ograniczała się do roli ciała doradczego, pochodzącego (przed 1833 r.) z nominacji; inne znowu reformy przekazywały maximum uprawnień Radzie, tak że za III-iej Republiki mówiło się nawet o zniesieniu urzędu Prefekta. Obecnie, po reformach w latach 1946 i 1959, istnieje pewna równowaga w uprawnieniach obydwu organów departamentu, z pewną tendencją jednak do zwiększania roli prefekta.

Według istniejącego ustawodawstwa, **każdy kanton wybiera jednego radnego departamentalnego** (conseiller général) na okres 6 lat. Wybory nie odbywają się jednak w tym samym czasie we wszystkich kantonach. Aby zachować ciągłość administracji (a wiele projektów realizuje się w ciągu kilku lat), połowa kantonów danego departamentu staje do wyborów co 3 lata. W ten sposób zawsze połowa radnych, obeznana jest z projektami i stanem prac z poprzedniego okresu. Oczywiście, w razie utworzenia nowych kantonów, a nawet nowych departamentów (jak to miało miejsce w regionie paryskim) wybory radnych departamentalnych mają tam miejsce przy najbliższych wybo-

rach ogólnych. W razie śmierci czy dymisji radnego odbywają się wybory częściowe, t.zn. tylko w danym kantonie.

Aby mieć **prawo do postawienia kandydowania** na radnego departamentalnego trzeba bądź **mieszkać** w danym departamencie (nie koniecznie w danym kantonie) bądź **placić** w nim podatki.

Funkcje radnego są w zasadzie bezpłatne. Aby jednak umożliwić pełnienie tych funkcji ludziom mniej zamożnym, zapewnia się zwrot kosztów podróży, i pobytu w stolicy departamentu radnym w czasie trwania prac rady lub jej organów. Poza tym, prawo z 1949 r. przewiduje, że pracodawcy winni zwalniać radnych zatrudnionych w ich przedsiębiorstwach na czas potrzeby dla uczestniczenia w posiedzeniach rady departamentalnej.

Prace rady ograniczają się w zasadzie do **dwu sesji rocznie**, pierwsza — piętnastodniowa — między 15 kwietnia a 15 maja, druga — miesięczna — między 1 września a 15 stycznia. Datę swoich sesji wyznacza sama rada. **Posiedzenia rady są publiczne**. Każdy mieszkaniec departamentu i każdy podatnik może mieć dostęp do protokołów z posiedzeń rady.

Oczywiście, udział w pracach rady nie ogranicza się tylko do uczestniczenia w jej sesjach. Radni departamentalni zaproszeni są do udziału w komisjach poborowych, w różnych komisjach dotyczących szkolnictwa itp. Biorą oni także udział w wyborach senatorów (wraz z deputowanymi i członkami rad gminnych).

Jakie są kompetencje Rady Departamentalnej. Prawo z 1871 r. określa je w jednym zdaniu: „Rada Departamentalna obraduje i decyduje we wszystkich sprawach jakie interesują departament”. Dlatego też przygotowuje ona — na sesji jesiennej — i **glosuje nad budżetem departamentu**, tworzy i organizuje instytucje departamentalne, zarządza majątkiem departamentu, przyjmuje zapisy testamentarne i donacje, **decyduje o kupnie, sprzedaży lub zamianie majątku departamentu**, wszczyna i prowadzi sprawy sądowe, pobiera **decyzje co do robót publicznych** jakie mają być przeprowadzone, aprobeuje ich projekty i kosztorysy. Rada uchwała wszelkie życzenia i propozycje dotyczące spraw departamentu, które Prefekt jest obowiązany przekazać rządowi.

Rada departamentalna ma do swojej dyspozycji szereg biur i służb, które odpowiadają jej kompetencjom w różnych dziedzinach: drogi (ok. 50% budżetu), opieka społeczna, nauczanie powszechne i rolnicze, sprawy higieny, kolonii letnich, transportu lokalnego (np. autobusy), gestia przedsiębiorstw przemysłowych i handlowych należących do departamentu lub udziałów w przedsiębiorstwach prywatnych itd., itd. Lista powyższa nie wyczerpuje wszystkich spraw którymi zajmuje się Rada.

Jak widzimy, **zakres kompetencji Rady jest wielki**. Ogólnie można powiedzieć, że należy do niej to wszystko co przekracza możliwości gmin, a nie należy do kategorii spraw interesujących całą Francję. Poza problemami technicznymi i gospodarczymi, Rada zajmuje się **wieloma problemami kulturalnymi** (poza szkolnictwem, dla którego stwarza jedynie bazę materialną: budynki, wyposażenie itp.) oraz **socjalnymi**, bądź w postaci własnych inicjatyw w tych dziedzinach bądź przez udzielanie subwencji ze swego budżetu poszczególnym organizacjom i instytucjom.

Finanse departamentu są sprawą ogromnie skomplikowaną i ich analiza przekracza ramy tej broszury. W tej dziedzinie walka idzie o zdobycie jak najwięcej własnych dochodów (z przedsiębiorstw, a przede wszystkim z podatków i opłat departamentalnych), a tym samym o uzyskanie jak najwięk-

9

szej niezależności od budżetu państwowego, którym dysponuje rząd centralny. W budżecie departamentu istnieje pewna ilość wydatków koniecznych, dotyczących w pierwszym rzędzie opieki społecznej, higieny, urbanistyki; brak tych wydatków w budżecie departamentu powoduje odrzucenie go przez władze nadzorcze. W zasadzie budżet departamentu nie podlega aprobacie (od 1959 r.), chyba w kilku wypadkach przewidzianych przez prawo.

Tak samo się dzieje jeśli chodzi o uchwały Rady Departamentalnej w innych dziedzinach. Wypadki, w których aprobata uchwały przez władzę rządową jest wymagana są przewidziane przez prawo. Jest w tym logika, gdyż polityka decentralizacji, aby była skuteczna, wymaga by ciała samorządowe — a w tym wypadku Rada Departamentalna, miały swobodę inicjatywy i działania; muszą także posiadać własne źródła finansowe, aby budżet departamentu nie zależał od sum, które rząd przydzieli mu z budżetu państwowego.

Chociaż Konstytucja z r. 1946 i obecnie obowiązująca, z r. 1958 powierza Przewodniczącemu Rady Departamentalnej (Président du Conseil Général) wykonanie budżetu departamentu, mianowanie urzędników departamentalnych itd., to jednak postanowienia te nigdy nie zostały wykonane i — jak dawniej — szefem egzekutywy departamentu pozostał Prefekt. Jak widzimy, funkcja prefekta jest dość skomplikowana. Z jednej strony jest on reprezentantem rządu (a nie tylko Ministra Spraw Wewnętrznych) i szefem administracji departamentu; w tym charakterze stanowi on czynnik kontroli działalności Rady Departamentalnej, przede wszystkim jeżeli chodzi o jej zgodność z prawem. Z drugiej jednak strony, Prefekt jest wykonawcą woli tej Rady, gdyż wprowadza w życie jej uchwały, jako organu samorządu departamentalnego; w niektórych wypadkach ma on prawo weta, ale tylko zawieszającego uchwałę. Mało tego! Ustawa z r. 1871 wprowadziła instytucję Komisji Departamentalnej (Commission Départementale) wybieranej na rok przez Radę w składzie 4-7 członków. Jej zadaniem jest kontrolowanie Prefekta (w jego charakterze wykonawcy uchwał Rady Departamentalnej) w okresie między sesjami Rady. Komisja posiada szereg uprawnień przewidzianych przez prawo, a poza tym może ona mieć powierzone sobie przez Radę pewne doraźne zadania. Prefekt jest obowiązany dostarczyć Komisji wszelkich informacji których ona potrzebuje, a także przedłożyć jej do wglądu wszystkie wnioski, które ma zamiar przedstawić Radzie w czasie następnej sesji. Komisja przygotowuje budżet departamentu na zebraniach, które odbywa raz w miesiącu.

Na zakończenie tego rozdziału trzeba powiedzieć kilka słów o problemach stojących przed departamentem.

Pierwszym z nich jest tradycyjna walka z rządem centralnym, o jak największą decentralizację, to znaczy o prawo decydowania na szczeblu departamentu (a nawet gminy) o jak największej ilości spraw w których departament jest zainteresowany i o posiadanie jak największej ilości własnych wpływów budżetowych. Walka o „swobody gminne” czy „swobody departamentalne” nie jest już dzisiaj wyłącznie problemem politycznym, a więc walką o realną demokratyzację kraju przez zbliżenie decyzji do obywatela. Dochodzą do tego argumenty o charakterze technicznym; gminy i departamenty chcą mieć swój głos w ustalaniu planu gospodarczego, a w jego ramach reformy struktur terenowych, znanej pod nazwą „aménagement du territoire”. Po zatwierdzeniu przez parlament tego planu, departamentalne i lokalne władze samorządowe chcą mieć swobodę jego wprowadzenia w życie i adaptacji do zmieniających się — nieraz z roku na rok — potrzeb.

Drugim problemem jest odradzający się regionalizm. Temu zagadnieniu poświęćmy osobny rozdział tej broszury.

1.X.1973 r. WCHODZI W ŻYCIE USTAWA O REGIONACH

Wybory kantonalne będą ostatnim aktem politycznym przed wejściem w życie prawa z 5 lipca 1972 r. ustanawiającego organizację regionów we Francji.

Regiony nie będą — jak się tego domagali „regionaliści” a przede wszystkim federaliści — jednostkami terytorialnym („collectivités territoriales”), jak gminy czy departamenty, ale jedynie „zakładami publicznymi” („établissements publics”) o ograniczonych kompetencjach. Przypomnijmy, że artykuł 72 Konstytucji daje parlamentowi prawo tworzenia w drodze normalnej ustawy nowych „jednostek terytorialnych”. Jeżeli rząd się na to nie zdecydował, to dlatego że wśród rządzących lęk przed daniem jakiejś autonomii regionom jest wciąż duży, a interesy „departamentalistów” są także mocno bronione. To też ograniczono poważnie finansowanie regionów z własnych źródeł (niezależnych od budżetu państwowego), nie dopuszczono do stworzenia „komisji stałej”, kontrolującej administrację, takiej jaką posiadają departamenty, a przede wszystkim nie zgodzono się ani na ograniczenie uprawnień departamentów na rzecz regionu, ani na wybór Rady Regionalnej w drodze głosowania powszechnego, tak jak się wybiera radę gminną czy radę departamentalną. — Długa debata nad prawem o regionach wskazuje jak silna jest we Francji centralizacja władzy, wyrażająca się w tendencji do pobierania wszystkich decyzji w Paryżu.

Pocieszać się można zapewnieniem Ministra Spraw Wewnętrznych danym Parlamentowi, że ustawa o regionach będzie wykonywana „liberalnie” i nie wyklucza ewolucji w kierunku zwiększania samodzielności nowych „zakładów publicznych” i powolnego przekształcania ich jednostki terytorialne.

Rady Regionalne (Conseils régionaux) składać się będą z członków piastujących określone funkcje („membres de droit”), a więc deputowanych i senatorów, a także merów miast ponad 30.000 mieszkańców oraz z członków z wyboru których wyznaczą właśnie Rady Departamentalne, które odnawiać będziemy 23 i 30 września br. Stąd obecne wybory kantonalne są szczególnie ważne, zaważą one bowiem poważnie na składzie Rad Regionalnych.

Ponieważ członkowie Rad Regionalnych wyznaczeni przez ustawę stanowili większość, a reprezentują oni z reguły ludność wielkich miast, zadaniem tych których wyznaczą Rady Departamentalne będzie obrona interesów małych miast i wsi. — Bo „reprezentacja” w radzie departamentalnej, regionalnej czy w parlamencie nie odnosi się tylko do przedstawiania problemów (i interesów) ludzi, ale także i potrzeb terytorium; inaczej bruk i asfalt miejski miałyby wielu obrońców, a lasy i góry kraju żadnego albo mało. Dziś, kiedy się tyle mówi o „otoczeniu” (environnement) trzeba o tym pamiętać!

Wyznaczeni przez Rady Departamentalne członkowie Rad Regionalnych będą mieli w ich łonie jeszcze jedną ważną funkcję. Ich koledzy, członkowie parlamentu i merowie wielkich miast będą mieli, z natury rzeczy, tendencje do „polityzacji” zagadnień regionalnych zamiast szukania dla nich rozwiązań rzeczowych. Zadaniem radnych departamentalnych będzie czuwać nad zachowaniem charakteru samorządowego prac Rad Regionalnych, bez zamieniania ich w „małe parlamenty”.

To też — w zbliżających się wyborach do Rad Generalnych — wyborcy muszą zwrócić szczególną uwagę, aby wybrać nie „gadaczy”, choćby bardzo utalentowanych, ale ludzi poważnych i kompetentnych którzy chcieli i umieliby pogodzić interesy departamentu z interesami z jednej strony przyszłego regionu, a z drugiej z interesami i samodzielnością gmin, bez której niema prawdziwej demokracji.

PO EMIGRANTACH — OBYWATELE !

W latach 70-tych ubiegłego stulecia prześladowania polityczne i zarządzenia gospodarcze zaborców Polski spowodowały masową emigrację Polaków bądź ściganych za akcję polityczną, bądź pozbawionych chleba we własnej ojczyźnie. Masowo Rodacy nasi jechali na Zachód. Jedni zatrzymywali się w zachodnich Niemczech, gdzie budował się przemysł westfalsko-nadreński, inni jechali za morza, do Stanów Zjednoczonych, do Brazylii, do Kanady, do Argentyny. Wymieniamy tylko kraje masowego osiedlania się Polaków w tym okresie.

Przyjeżdżali tam Polacy z paszportami niemieckimi, rosyjskimi i austriackimi, ale nie mieli żadnych złudzeń, że konsulaty tych krajów udzielać im będą pomocy w osiedleniu się, w organizowaniu się, w prowadzeniu polskiego życia kulturalnego.

Zdali sobie więc szybko sprawę, że jedyną drogą na której będą oni mogli bronić swojej „osobowości”, to znaczy języka, obyczajów, a w niektórych wypadkach i religii — jest zorganizowanie się na bazie obywatelstwa kraju zamieszkania. Ci nowi obywatele, świadomi swoich potrzeb i swoich interesów, zaczęli stanowić poważny procent wyborców w okręgach w których się osiedlili. Najpierw zwrócili na to uwagę kandydaci, zabiegając o ich głosy. Kiedy jednak przyszło do głosu nowe pokolenie, urodzone w kraju zamieszkania z jego grona wyszli kandydaci mówiący i czujący po polsku, świadomi, że aby zachować to co się pięknie nazywa „polskość” trzeba walczyć codzień o polską szkołę, o polską bibliotekę, o polski lokal, o polskie nabożeństwo, o polską prasę itd., itd. I do tej walki stanęli, bo wiedzieli, że innej drogi niema i że żaden rząd zaborczy im nie pomoże, bo nie chce, ani żadna instytucja emigracyjna — bo pomóc nie jest w stanie.

Dlatego też bardzo szybko zaludniły się Polakami rady gminne Stanów Zjednoczonych, Brazylii, Niemiec, Kanady, Argentyny; potem przyszła kolej na parlamenty stanowe czy prowincjonalne; wreszcie w parlamentach Waszyngtonu, Berlina, Rio-de-Janeiro i Ottawy zasiedli reprezentanci tamtejszych obywateli mówiących po polsku.

To Polacy w Niemczech i ci którzy wywędrowali za ocean pierwsi zrozumieli którądy wiedzie droga do obrony ich interesów kulturalnych i socjalnych: przez reprezentację w samorządach i ciałach politycznych kraju zamieszkania.

I jeżeli nasze oczy często zwracają się dzisiaj w kierunku Stanów Zjednoczonych, to nie tylko dlatego, że ten kraj stał się potężny, ale także dlatego, że w ramach tego kraju istnieje silna polska reprezentacja, która ma prawo zabierania głosu w ciałach kierowniczych Ameryki i z tego prawa szeroko korzysta.

WE FRANCJI — OBYWATELE UDAJĄ UCHODźCÓW

A jak się sytuacja przedstawiała we Francji? O ile tradycyjnie kierowała się tutaj emigracja polityczna, Francja aż do końca pierwszej wojny światowej nie była terenem masowej emigracji zarobkowej. Oczywiście pewna ilość b. żołnierzy Powstań polskich wrosła w społeczeństwo francuskie, a nawet uzyskała w nim wybitne stanowiska, ale nie był to nigdy problem masy, mogącej w jakimś okręgu zaważyć na wyniku wyborów. Można zaryzykować powiedzenie, że kolejne emigracje polskie do 1920 r. dały więcej kandydatów niż wyborców.

Nasi historycy we Francji, specjaliści od emigracji, powiedzą nam że ten czy ów Polak był radnym gminnym, merem, radnym departamentalnym, a nawet deputowanym francuskim, jak np. sławny ekonomista Ludwik Wołowski, założyciel „Crédit Lyonnais”. Wszystko to był jednak problem jednostek, które potrafiły sobie zdobyć zaufanie w środowisku francuskim, a nie **sprawa przedstawicielstwa społeczności Polaków-obywateli francuskich** w samorządach i parlamencie tego kraju.

Polski problem wyborczy nie powstał od razu po masowym zjawieniem się emigrantów polskich we Francji, w roku 1920 i następnych. Przybywali tu obywatele polscy, nawet jeżeli przyjeżdżali... z Westfalii. Przez pierwsze lata naturalizacja była prawnie niemożliwa. W latach następnych kandydaci na obywatele francuski natrafiali na gąszcz formularzy, przepisów, zarządzeń, ankiet, itp., nie mówiąc już o wysokich jak na ich możliwości kosztach. Do tego dochodziła — szlachetna zapewne w intencjach, ale zębna w skutkach — propaganda konsulatu Polski Niepodległej, odradzająca przyjmowania obywatelstwa francuskiego i przedstawiająca to jako „zdradę narodową” (w takim razie 99% Polaków w Ameryce też „zdradziło” Polskę!). Jeszcze nie tak dawno Polak z obywatelstwem francuskim był usuwany z organizacji polskich, a ci którzy je przyjęli ukrywali się z tym tak długo jak mogli. W tej atmosferze nie tylko ilość Polaków-obywateli francuski rosła powoli, ale nikt się nie odważył postawić problemu reprezentacji społeczności polskiej w radach gminnych czy departamentalnych, nie mówiąc już o parlamencie; śmiałkowicie, którzy to uczynili mieli początkowo ciężkie życie.

Ale czas mijał i narastały **doświadczenia, najczęściej smutne**. Jednym z nich był rok 1934 i następne, kiedy to emigrantów z obywatelstwem polskim całymi pociągami odsyłało do Polski, niszcząc niekiedy cały ich dorobek. Potem przyszedł okres powojenny, opanowanie Polski przez przywieziony z Sowietów komunizm i wybór który stanął przed tysiącami Polaków we Francji: **paszport reżymowy, papiery uchodźcy**, choć się przyjechało do Francji ćwierć wieku temu **tub naturalizacja**. Od 15 lat nowym bodźcem do starania się o paszport francuski jest... podróż do Polski: „Z papierami francuskimi zawsze to bezpieczniej”, mówią ludzie.

Sama jednak naturalizacja, nawet przy licznych rodzinach, nie dałaby tej masy Polaków-obywateli francuskich jaką posiadamy obecnie w tym kraju. Do naturalizowanych doszło **drugie pokolenie, urodzone już we Francji**, posiadające jej obywatelstwo od urodzenia. Nie zapominajmy bowiem, że społeczność polska na tutejszym terenie wchodzi już w trzecie pokolenie i że rodzą się dzieci rodziców, którzy sami ujrzeni świat na ziemi francuskiej.

Na około 800.000 Polaków we Francji liczymy prawie 700.000 obywateli francuski, a zmniejszająca się szybko reszta dzieli się na uchodźców i obywateli Polskiej Republiki Ludowej. Naturalizacje, wyjazdy z Francji i wymieranie starego pokolenia sprawiają, że **ilość obywateli francuski z roku na rok rośnie**, a ilość uchodźców i obywateli P.R.L. maleje. Niema bowiem dzisiaj ani takiego napływu uchodźców, ani przyjazdów masowych z Polski, któreby uzupełniały szeregi tych dwu kategorii.

Wydawałoby się, że z tych cyfr — a zwłaszcza z nieuchronnego rozwoju sytuacji — należałoby wyciągnąć wnioski, jakie już dawno wyciągnęła stałe przez nas wychwalana Polonia Amerykańska: Organizujmy się jako obywatele kraju zamieszkania, na tej bazie brońmy praw i zapewniamy rozwój naszej społeczności polskiej, która przestała już być „emigracją”, wchodzący w życie publiczne Francji, **starajmy się być obecni tam gdzie zapadają decyzje w naszych sprawach**. Innymi słowami: bierzmy swoje sprawy w swoje ręce i nie czekajmy na załatwienie ich przez organizacje uchodźców, które nie mają na

to ani środków, ani możliwości czy przez przedstawicielstwa reżymu komunistycznego rządzącego Polską, bo od niego dzieli nas nie tyle paszport ile miłość do Narodu, którego nadal jesteśmy członkami.

Jak niestety często bywa, ewolucja świata zewnętrznego idzie szybciej niż przemiany w pojęciach ludzi, którzy tą ewolucją są objęci. **Organizacja społeczności polskiej we Francji jest w r. 1973 wciąż archaiczna.** Wszystkie niemal organizacje (za wyjątkiem komunistycznych!) mają statut stowarzyszeń cudzoziemskich, nawet kiedy ich prezes, większość zarządu i 95% członków to obywatele francuscy. Takie organizacje nie mogą oczywiście bronić praw i interesów społeczności polskiej, złożonej w przeszło 7/8 z obywateli francuskich. Różni „opóźniacze historii” — świadomie lub przez głupotę — stale powtarzają Polakom-obywatelom francuskim, żeby się „nie mieszało do nieswoich spraw”, to znaczy do spraw kraju którego paszport noszą i w którym często się urodzili. O ile w interesie tej czy innej jednostki, tej czy innej grupki może leżeć, aby Polacy-obywatele francuscy do końca życia pozostali w swoistym „ghetto” nie leży to na pewno w interesie społeczności polskiej we Francji, a zwłaszcza w interesie młodego pokolenia. Ono nie chce żyć pod kloszem; o ile będzie do tego zmuszane, ucieknie po prostu od polskości i żadne wezwania na akademiach patriotycznych na to nie pomogą.

Mimo wszystko, **świadomość że Polacy-obywatele francuscy, którzy są podatnikami, żołnierzami i wyborcami w tym kraju powinni zdobywać sobie miejsce w życiu publicznym rośnie z roku na rok.** Około 70% Polaków żyje jeszcze dzisiaj w skupiskach, w których stanowią oni spory procent wyborców. Samo przejście list wyborców na merostwach (do czego każdy wyborca ma prawo) pozwala na wyciągnięcie wniosków jaką siłą przedstawiamy w danej gminie, w danym kantonie, w danym okręgu wyborczym do parlamentu. A wyciągnięcie wniosków, to wstęp do pracy nad zorganizowaniem obrony interesów naszej społeczności w każdym wyborach. Coraz więcej działaczy terenowych wnioski te już wyciągnęło. Mamy już we Francji około 750 radnych gminnych, we wsiach i miasteczkach, i to nie tylko w wielkich skupiskach polski w północnej i wschodniej Francji, ale nawet na „wysepkach” w środkowej i południowej części kraju. Na wyższe szczeble jeszcze nie doszliśmy, mimo że upłynęło pół wieku od masowego osiedlenia się Polaków we Francji. Nazwiska polskie które znajdujemy na listach rad departamentalnych a nawet parlamentu, to nie są wysunięci przez Polaków kandydaci, wybrani przy świadomym udziale głosów polskich.

Próby organizacji wyborców polskich, aby zapewnić ich zbiorowy udział w głosowaniu wywołują **wściekłość komunistów**, którzy chcieliby mieć monopol na polskie głosy.

NASZ UDZIAŁ W WYBORACH KANTONALNYCH

W dniach 23 i 30 września 1973 r. znów wyborcy francuscy pójda do urn, aby wybrać Radnych Departamentalnych. **Co powinni robić wyborcy języka polskiego w związku z tymi wyborami?**

Przed wszystkim ustalić jakie są **żądania Polaków w danym kantonie w dziedzinach, którymi zajmuje się Rada Departamentalna, a specjalnie w dziedzinie kulturalnej.** Należy kłaść nacisk na te problemy, które mniej albo wcale nie interesują naszych francuskich współobywateli, ale wcale nie znaczy, że należy się do nich ograniczać. Społeczność polska także chce dobrych dróg i lepszych szpitali, więcej stypendiów i mniejszych podatków!

Jeżeli się ustali czego się chce — o ile możliwe konkretnie — to trzeba azy te żądania były znane kandydatom. Trzeba więc **spotkać kandydatów**, lepiej w formie delegacji wyborców języka polskiego, ale jeżeli się to nie uda — w pojedynkę — i **przedstawić im polskie dezyderaty**. Choć wydaje się to zupełnie nieprawdopodobne, ale zdarzają się wypadki, w których kandydaci nie zwracają uwagi na grupę polskich wyborców, uważając wszystkich Polaków za cudzoziemców. To jest wynik stronienia od francuskiego życia publicznego i zamykania się w polskim „ghetto”!

W tym miejscu stawiane jest sakramentalne pytanie: „**Na kogo głosować?**” Odpowiedź generalna może być tylko jedna: „Pragniemy, aby Francja była krajem demokratycznym, bo tylko taki kraj uszanuje naszą odrębność, nasze prawa kulturalne, da równe szanse naszemu młodemu pokoleniu. Dlatego też nie będziemy głosowali ani na komunistów, ani na faszystów!” A kogo wybrać z pośród innych kandydatów? **Tego, który daje największą gwarancję obrony Waszych interesów** i dobrej administracji departamentem! Jaka będzie jego etykieta polityczna jest to z naszego punktu widzenia drugorzędne. Polacy w każdym kantonie powinni powziąć tę decyzję po przeprowadzeniu rozmów z kandydatami, a jeszcze lepiej po uzyskaniu od nich odpowiedzi na piśmie na postawione kandydatom pytania. Tak powinno wyglądać nasze „sprzedawanie głosów”, o którym mówią i piszą różne głupki, które swoimi dobrymi radami nie załatwią problemów ani Waszych rodzin, ani Waszych organizacji, ani Waszej gminy. „**Sprzedawajcie**” więc drogo Wasze głosy, ale nie kupujcie — nawet tanio — **niemądrych rad!**

Pamiętajcie zawsze, że Francuska Partia Komunistyczna i jej agenci mówiący po polsku będą pukali do Waszych drzwi. Oni chętnie kupią Wasze głosy! Jeżeli ulegniecie ich namowóm, to wprawdzie oni głosy kupią, ale to Wy zapłacicie w ostatecznym rachunku wysoką ceną. Jaką? Spójrzycie na to co się dzieje w Polsce kiedy przychodzą „wybory”: głosuje się na jedną listę lub na jednego kandydata. Listę i kandydata wystawia Partia Komunistyczna (PZPR), albo „Front Jedności Narodu”. I to w imieniu „ludu pracującego”! Jeżeli chcecie tego samego we Francji, oddajcie swoje głosy na kandydatów Francuskiej Partii Komunistycznej!

KOMITET WYBORCZY POLAKÓW-NATURALIZOWANYCH (założony w lutym 1953 r.) wydaje tę broszurę z okazji wyborów kantonalnych. Poza rozdziałem mówiącym o organizacji i kompetencjach Rady Departamentalnej i o obowiązkach Radnych, cała reszta broszury odnosi się do **wszystkich wyborów** w jakich wyborcy języka polskiego mają prawo brać udział. Zwracamy na to uwagę, gdyż sytuacja polityczna we Francji nie wyklucza, że inne głosowania mogą się odbyć wcześniej niż to było przewidziane. To też ci, którzy podjęli się organizowania wyborców języka polskiego nie powinni „wyprzeć” zaraz po wyborach. Przeciwnie, na podstawie analizy ich wyników, powinni **wpracować organizację polskiej grupy wyborców** na swoim terenie, aby ewentualne przyszłe wybory wypadły z naszego punktu widzenia lepiej od tych, które przeszły. Przypominamy, że polska grupa językowa we Francuskiej Partii Komunistycznej pracuje w sposób ciągły i nie pomija żadnego głosowania.

KONSTITUCJA REPUBLIKI FRANCUSKIEJ

(Wyjątki)

WSTĘP. — Po zwycięstwie odniesionym przez narody wolne nad ustrojami które usiłowały ujarzmić i poniżyć człowieka, naród francuski oświadcza ponownie, że każdy człowiek, bez względu na jego rasę, religię oraz wierzenia, posiada niezbywalne i święte prawa. (Naród francuski) uroczystie potwierdza ponownie prawa i wolności człowieka i obywatela uświęcone przez Deklarację Praw z 1789 roku i zasady prawne uznane przez prawa Republiki.

- Art. 13 — Nikt nie może być prześladowany z powodu jego pochodzenia, opinii lub wierzeń w dziedzinie religijnej, filozoficznej lub politycznej. Wolność sumienia i wyznań jest zagwarantowana przez neutralność państwa wobec wszystkich wyznań. Jest ona szczególnie zagwarantowana przez oddzielenie Kościoła od państwa, jak również przez neutralność religijną władz państwowych i nauczania publicznego.
- Art. 14 — Każdy człowiek może swobodnie mówić, pisać, drukować i ogłaszać; może on, bądź przez prasę, bądź też w inny sposób wyrażać i bronić każdej opinii o ile nie nadużywa tego prawa, a to szczególnie w celu naruszenia wolności zagwarantowanych przez tę deklarację lub też w celu przynoszenia ujemnej reputacji bliźniego. Nie może być narzucone wyrażanie opinii.
- Art. 16 — Prawo swobodnego defilowania na drogach publicznych oraz prawo zebrań są zagwarantowane dla wszystkich.
- Art. 17 — Wszyscy ludzie mają prawo swobodnego łączenia się w stowarzyszenia pod warunkiem, że nie przynosi ono szkody ani nie zagraża wolnościom zagwarantowanym przez tę deklarację. Nikogo nie można zmusić do przystąpienia do stowarzyszenia.
- Art. 18 — Dostęp do urzędów publicznych jest otwarty dla każdego obywatela krajów wchodzących w skład Wspólnoty francuskiej, posiadającego prawa polityczne, które obecna konstytucja wiąże z obywatelstwem. Nie podlega on żadnym innym warunkom prócz zdolności umysłowych i moralnych obywatela, jego uzdolnień oraz talentów.
- Art. 24 — Jak najszersza kultura powinna być udostępniona dla wszystkich, bez innych ograniczeń niż uzdolnienia każdego. Każde dziecko ma prawo do nauczania i wychowania w poszanowania wolności.
- Art. 25 — Każdy ma obowiązek pracy oraz prawo do otrzymania zatrudnienia. Nikt nie może być pokrzywdzony, w jego pracy lub urzędzie z racji jego pochodzenia, opinii lub wierzeń.
- Art. 25 bis — Czas trwania i warunki pracy nie powinny przynosić uszczerbku ani zdrowiu, ani godności, ani życiu rodzinnemu pracownika. Młodzież nie powinna być zmuszana do pracy, która szkodziłaby jej rozwojowi fizycznemu, umysłowemu lub moralnemu. Ma ona prawo do wykształcenia zawodowego.
- Art. 27 — Każdy ma prawo do odpoczynku i rozrywek.
- Art. 31 — Każdy człowiek, który ze względu na wiek, stan fizyczny lub umysłowy, czy też sytuację ekonomiczną jest niezdolny do pracy, ma prawo otrzymać od zbiorowości środki zapewniające mu przyzwoity poziom życia. Zagwarantowanie jego prawa jest zapewnione przez ustanowienie publicznych instytucji ubezpieczeń społecznych.
- Art. 35 — Nie można nikogo stawiać w sytuacji niższości ekonomicznej, społecznej lub politycznej uwłaczającej jego godności i pozwalającej na eksploatację z uwagi na jego pleć, wiek, kolor skóry, narodowość, religię, pochodzenia etniczne lub inne. Każda propaganda przeciwna powyższym przepisom będzie karana przez prawo.

Kto chciałby bliżej zapoznać się z organizacją i działalnością Rady Departamentalnej powinien się zwrócić do „Mouvement National des Elus Locaux”, 36, rue de Laborde, 75008 PARIS. M.N.E.L. wydał broszurę, „Le Conseil Général” pióra p. Gilbert GAUER, Maire de Meudon, Secrétaire Général du Conseil National des Economies Régionales, jako dodatek do numeru 52/73 swego organu „L'ELU LOCAL”.

Po przeczytaniu, oddaj
tę broszurę innemu
Polakowi-obywatelowi
francuskiemu!